

**TRANSITIONS JUSTES
ET DURABLES : ENJEUX,
OPPORTUNITÉS ET
RECOMMANDATIONS
DES TRAVAILLEURS DU
SENEGAL**



Note de Cadrage

Les décisions et recommandations de la CoP28, en 2023 (Consensus des Émirats arabes), renseignent pleinement sur l'urgence des actions d'adaptation et d'atténuation au changement climatique pour combler le gap de réduction des émissions de GES et ainsi s'inscrire dans la perspective de l'Accord de Paris de maintien du seuil de 1,5°C d'augmentation de la température.

Ce nouvel élan politique recommande fortement des processus de transition visant à tripler les capacités en énergies renouvelables et à doubler les efforts d'efficacité énergétique d'ici 2030, suivant une approche juste et équitable.

Dans cette nouvelle dynamique, le Sénégal continue sans cesse de contribuer à cet effort global par l'élaboration de la CDN suivie de stratégies sectorielles de mise en œuvre. De plus, la signature du partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) et l'élaboration d'une vision à long terme 2050 (LTV) et sa Stratégie de long terme (LTS) marquent des jalons majeurs autant vers l'identification de trajectoires sobres en carbone que vers la mise en œuvre de transformations systémiques d'atténuation importantes dans les secteurs énergétique, industriel, agricole et infrastructurel.

Considérant que la mise en œuvre de cette stratégie requiert un dialogue ouvert pour bâtir des consensus nationaux autour des sources d'approvisionnement en énergie, des systèmes agroécologiques, des procédés industriels, des modes de déplacement et modèles d'aménagement des territoires, ENDA ENERGIE entend instaurer un cadre pour renforcer l'engagement et la contribution des acteurs non étatiques à ces processus.

Ainsi, dans la dynamique de renforcer le dialogue et l'engagement des acteurs à la base dans la mise en œuvre des initiatives de sobriété et de résilience au Sénégal, un observatoire sur les transitions justes et durables (OJuST) a été mis en place par des acteurs non étatiques, avec la facilitation de ENDA ENERGIE. Ce cadre entend principalement améliorer la concertation entre les parties prenantes et ainsi mettre à leur disposition des informations utiles pour renforcer leurs contributions à la co-construction et à la mise en œuvre de politiques transitionnelles, d'une part d'assurer le suivi des initiatives de transitions systémiques, d'autre part.

Bien que nécessaire pour répondre aux enjeux climatiques, ce processus de transition vers un développement sobre en carbone aura des impacts significatifs sur les chaînes de valeur des entreprises et, incidemment, dans l'organisation du travail. Les travailleurs, acteurs clés de cette transition, réaffirment leur volonté de participer activement à cette transformation tout en veillant à ce qu'elle soit juste, équitable et durable. D'où la nécessité d'impliquer plus largement le monde du travail, durant tout le processus.

Dans cette perspective et dans l'optique de recueillir les contributions des organisations de travailleurs en vue des négociations de la COP 29, la Confédération Nationale des Travailleurs

du Sénégal (CNTS) et l'ONG ENDA ENERGIE ont conjointement organisé un atelier national sur les transitions justes et durables. Cet atelier a permis d'explorer les perceptions, d'analyser les enjeux et les besoins des organisations de travailleurs, tout en identifiant les opportunités qu'offre la transition juste et durable au Sénégal.

Les syndicats des travailleurs du Sénégal rappellent que, selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la transition juste vise à verdir l'économie tout en veillant à ce que personne ne soit laissé sur le côté, en créant des emplois décents et en réduisant les inégalités. À ce titre, les syndicats expriment leurs préoccupations, formulent des recommandations et proposent des mesures pour garantir que la transition écologique ne se fasse pas au détriment des travailleurs, mais qu'elle constitue, au contraire, un levier pour une amélioration de leurs conditions de travail et d'existence.



1 Menaces des transitions sur les emplois au Sénégal

Les transitions vers une économie bas-carbone, bien qu'essentielles pour lutter contre le changement climatique, présentent **plusieurs menaces sur l'emploi**. En voici quelques-unes :

- Des risques de perte d'emplois dans les secteurs fossiles

L'une des menaces les plus directes est la diminution des emplois dans les industries dépendantes des énergies fossiles, telles que l'extraction de pétrole, de gaz, de charbon, et les industries associées (raffinage, transport des combustibles fossiles, etc.).

- L'inadéquation des compétences

La transition vers une économie verte implique de nouvelles exigences professionnelles, avec des emplois nécessitant des qualifications spécifiques dans des domaines tels que les énergies renouvelables, la gestion des déchets ou les technologies vertes. Cela crée un risque de chômage structurel, notamment pour les travailleurs qui :

- o N'ont pas les compétences requises pour les nouveaux métiers ;
- o Ont des compétences obsolètes, surtout dans les secteurs traditionnels comme les industries manufacturières et minières.

- La précarité des emplois dans le sous-secteur et les filières d'énergies renouvelables

Bien que le secteur de l'économie verte génère de nouveaux emplois, ces derniers peuvent être marqués par une plus grande précarité, en comparaison avec les emplois des industries traditionnelles. Les menaces incluent :

- Un manque de stabilité des emplois dans des secteurs en émergence, comme les énergies renouvelables, l'agroécologie qui peuvent être caractérisés par des contrats temporaires, des emplois saisonniers ou à durée limitée ;
 - Un déficit de protection sociale, avec des employés souvent moins syndiqués et des emplois offrant moins de garanties en matière de sécurité de l'emploi et de respect des droits des travailleurs.
- La diminution de la main d'œuvre dans les secteurs cibles du fait de la taille réduite des emplois dans les filières du renouvelable, comme les centrales solaires ou parcs éoliens.
 - La problématique du maintien des avantages sociaux

Loin d'être des entraves pour la réussite des transitions, ces menaces identifiées peuvent trouver des solutions concertées. C'est ainsi dire que les acteurs du monde du travail tireraient de réels avantages dans ces transitions si elles sont bien planifiées dans une démarche inclusive.



2. Besoins des travailleurs et opportunités liées aux transitions justes

Les transitions justes offrent de nombreuses opportunités pour les travailleurs, en particulier en matière de création d'emplois dans les secteurs liés à l'économie verte, en matière d'amélioration des conditions de travail et de réduction des inégalités. Il en est ainsi :

- De la création de nouveaux emplois dans les secteurs dits verts, comme les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, l'économie circulaire, la construction écologique, l'agriculture et la mobilité durables.
- Du renforcement du dialogue social : étant entendu que la concertation devrait être de mise à toutes les étapes du processus, les syndicats doivent être autour de la table pour porter la voix des travailleurs ;
- Emplois décents et de qualité : dans un pays comme le Sénégal marqué par une écrasante majorité de travailleurs évoluant dans l'économie informelle, la planification

de la transition écologique, dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures, notamment, devra prioritairement éradiquer la précarité des emplois et promouvoir la protection sociale.

Toutefois, pour que ces transitions réussissent, il est crucial de répondre aux besoins fondamentaux des travailleurs, tels que :

- La formation professionnelle aux nouvelles technologies vertes et aux pratiques industrielles durables ;
- La création d'un institut sur les métiers de l'environnement et du développement durable pour permettre aux travailleurs de s'adapter aux nouveaux métiers (énergies renouvelables, gestion des déchets, agriculture durable, etc.) ;
- Accès à l'éducation et à la formation continue pour tous, en particulier les jeunes, les femmes et les travailleurs informels ;
- Mesures spécifiques pour l'inclusion des femmes, des jeunes et des travailleurs informels dans les nouveaux secteurs verts, notamment par des programmes de formation ciblés ;
- Soutien aux zones rurales et aux secteurs marginalisés pour éviter que la transition ne creuse davantage les écarts entre les régions ou entre les groupes sociaux ;
- Accès équitable aux opportunités économiques créées par la transition, en particulier pour les populations qui dépendent des services écosystémiques, comme les agriculteurs et les pêcheurs.

Tirant les leçons des projets structurant dans le domaine de la mobilité durable – dont le Train Express Régional (TER) et le Bus Rapid Transit (BRT) –, il est primordial de garantir le transfert de technologies et de compétences dans cette transition pour relever les défis de l'employabilité.



3. Recommandations

Les organisations syndicales ont formulé plusieurs recommandations pour assurer une transition juste et durable :

- Renforcer la collaboration et la synergie des initiatives avec l'ensemble des centrales syndicales ;

- Développer des mesures anticipatives (formation et diversification des compétences) et renforcer la sensibilisation pour répondre aux nouveaux besoins des secteurs en transition ;
- Adapter les politiques publiques pour prévenir les pertes d'emplois et garantir une reconversion réussie ;
- Asseoir un dialogue inclusif entre les parties prenantes pour garantir une meilleure coordination des efforts ;
- Renforcer les capacités locales, notamment dans le secteur de l'agriculture et du transport, pour promouvoir les énergies renouvelables et les nouvelles technologies ;
- Créer des filières spécialisées dans la collecte et le recyclage des déchets, afin de transformer ce secteur en un moteur de création d'emplois ;
- Mettre en place des mécanismes de protection sociale pour soutenir les travailleurs affectés par la transition énergétique.

Les recommandations ci-dessus visent à garantir que la transition juste au Sénégal soit un processus inclusif, socialement équitable et économiquement bénéfique pour tous.

Au total, il faut convenir qu'il ne serait ni pertinent ni productif d'agir pour le climat sans prévoir des mesures sociales. La fermeture des industries fossiles ne devrait pas ouvrir des pages à des contentieux sociaux sur le marché du travail.

Pour un pays comme le Sénégal qui promeut le mix énergétique, l'introduction à grande échelle des renouvelables dans les procédés industriels, le *Gaz to power* ou encore l'exploitation rationnelle du pétrole, seuls de grands consensus permettraient d'asseoir un développement harmonieux basé sur un climat social de confiance avec le dialogue comme viatique.

Face aux défis environnementaux croissants, le Sénégal s'engage dans une transition vers un développement sobre en carbone. Ce processus, bien que nécessaire pour répondre aux enjeux climatiques, aura des impacts significatifs sur le monde du travail. Les travailleurs, principaux acteurs de cette transition, réaffirment leur volonté de participer activement à cette transformation tout en veillant à ce qu'elle soit juste, équitable et durable.